

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 21 avril au 4 mai 2014 – n°148

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)



Élections européennes du 25 mai 2014

Le 25 mai :

DISONS STOP et INVENTONS une nouvelle Europe

Madame, monsieur

L'austérité frappe partout dans nos vies et sur le continent. L'Union européenne et ses dirigeants tant au niveau européen que national n'y sont pas pour rien. Les élections européennes du 25 mai doivent être l'occa-

sion d'envoyer un signal massif : ça suffit !

C'est là l'ambition du Front de gauche : **il faut changer radicalement les fondations de l'Europe**. L'Union européenne est aujourd'hui entièrement tournée vers les marchés et les marchands. Elle n'a que peu à faire des besoins humains, du progrès social, de la démocratie. Elle se fait contre les peuples. Alors comment s'étonner qu'un nombre croissant d'entre nous rejette cette Europe qui ne les écoute pas, comme elle l'a montré en bafouant le vote du référendum de 2005 ?

Mes amis du Front de gauche viennent de me renouveler leur confiance en me demandant de conduire une nouvelle fois notre liste dans le Sud-Est. C'est forte de tous les combats menés avec vous pendant ces cinq ans que j'ai accepté cette responsabilité. Citoyenne attachée aux valeurs de la gauche, j'en ai fait personnellement l'expérience : une autre façon de faire de la politique est possible.

Le Parlement européen est un lieu où se prennent des décisions lourdes de conséquences pour nos vies. Face aux dogmes libéraux, à la mise en concurrence des services publics et des travailleurs, face à la soumission aux marchés financiers, les citoyens européens doivent pouvoir compter sur des parlementaires qui ne se compromettent pas avec les forces de l'argent.

Il n'y a pas de fatalité.

Avec cette Union européenne qui nous enfonce chaque jour dans la précarité et la régression, nous voulons rompre. **Rompre pour refonder l'Europe. Une Europe de la solidarité, une Europe de la justice et du progrès social, une Europe du développement humain, une Europe du partage des richesses et des savoirs.** Et non pas une Europe forteresse qui maltraite les hommes, les femmes et les enfants. Non pas une Europe du repli sur soi, qui alimente les haines et la peur de l'autre pour mieux masquer son impuissance, ses erreurs, son obsession du profit de quelques uns.

Habitants de PACA, de Rhône-Alpes et de Corse, vous pouvez compter sur ma détermination pour continuer de défendre une Europe des droits, de l'égalité et de la citoyenneté.

Certains vont essayer de faire oublier dans la campagne tout ce qu'ils ont voté. D'autres vont vouloir se servir de la colère du peuple pour la retourner contre lui-même. **Ne les laissons pas décider de notre avenir sans nous, utilisons le bulletin de vote Front de gauche pour inventer une nouvelle Europe, utile à nos vies !**

Marie-Christine Vergiat

FRONT
DE GAUCHE

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2 Humanité Dimanche du 17 avril

P2-5 **Agenda**

P6 Discours de politique générale : « Un premier ministre qui boxe contre son camp » ; Equal Pay Day : « Trop peu d'entreprises respectent la loi sur les inégalités salariales hommes/femme » ; Le PCF condamne l'agression du Secrétaire général du Parti Communiste d'Ukraine ; Le pacte de responsabilité va piller la sécurité sociale

P7 Génocide au Rwanda : "la décision du gouvernement est grave et regrettable" ; Seita/Imperial Tobacco : "la logique financière nuit gravement à l'emploi" ; Gouvernement : "Hollande prépare le dynamitage du Parti socialiste" ; Avec le sous-SMIC, Gattaz assure le service après-vente du pacte de responsabilité

P8 Valls : "plus vite, plus fort, mais pas plus juste" ; "Gabriel Garcia Marquez était un orfèvre des mots, un artisan de la littérature" (Pierre Laurent) ; C'est les printemps : les attaques contre la jeunesse et les travailleurs fleurissent !

P9 Le gouvernement a reculé, maintenant on continue ! ; Le Progrès, un journal couvert par la honte de Ses propos ; La seule bonne nouvelle du remaniement : Un sénateur communiste supplémentaire ; Manuel Valls : médaille d'or de l'appauvrissement des familles !

P10-11 **Débat sur la déclaration de politique générale du gouvernement. Intervention d'André Chassaigne**

P12 **DECLARATION COMMUNE** des groupes CRC et GDR du Sénat et de l'Assemblée Nationale ; à voir sur l'Internet ; pétitions en ligne ; Aidons l'Huma !

Agenda

22 AU 26 AVRIL PREMIER FESTIVAL DE FILMS CITOYENS - LA TURBINE Cran-Gevrier

le 22 avril : Holy field, holy war

le 23 avril : Les chèvres de ma mère (présence de la réalisatrice)

le 24 avril : Les pieds dans le plat (présence du réalisateur)

le 25 avril : Démocratie 6.0

le 26 avril : No Gazaran (présence de la réalisatrice)

Mercredi 23 avril 20h Alterlocal Projection du film "Une chambre à elle – Entretiens avec Benoîte Groult"

Réunion RESF

Jeudi 24 avril 20h Alterlocal Débat avec le réalisateur Pierre Bécu. Suite à la projection du documentaire "les pieds dans le plat" ce jeudi 18h au cinéma la Turbine qui dénonce l'impact environnemental de l'agro-industrie. Pierre Bécu, le réalisateur sera dès 20h à l'Alterlocal pour échanger autour d'une bonne soupe avec les timides ou les très bavards sur la thématique de l'alimentation et des circuits courts.

Samedi 26 avril 20h Alterlocal Concert "Le Ralentir Travaux" guitare, batterie, basse, sax...Ssnake music!!!

Lundi 28 avril Réunion ATTAC Anney

Mardi 29 avril 19H30 SALLE JEAN RENOIR RUE NICOLAS PARENT CHAMBÉRY LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE NE SE FERA PAS ! CONFÉRENCE & DÉBAT AVEC JACQUES CAMBON (ATTAC)

20h30 à l'Agora Bonneville Cin'UP : Grand Central

1er mai manifestations puis Fêtes CGT

9h30 ANNECY - Bourse du Travail

10h ANNEMASSE Bourse du Travail, CHAMBÉRY à La SASSON CHEDDE devant l'Union Locale, CLUSES Place de la Mairie

11 h 00 THONON - Place de l'Étoile

Assemblée Générale Chaîne Humaine contre les haines



LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE NE SE FERA PAS !

LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE EST UN PROJET D'ACCORD DE « LIBRE ÉCHANGE » ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES USA.

UN TRAITÉ AUX CONSÉQUENCES SANS PRÉCÉDENT SE PRÉPARE...

Sans transparence vis à vis des citoyens, sous couvert de croissance et de création d'emplois, ce traité va remettre en cause les droits sociaux et environnementaux européens

A LA VEILLE D'ÉLECTIONS EUROPÉENNES, parlons-en et informons-nous !

CONFÉRENCE & DÉBAT

AVEC JACQUES CAMBON (ATTAC)

Entrée libre

MARDI 29 AVRIL 19H30
SALLE JEAN RENOIR
RUE NICOLAS PARENT
CHAMBÉRY

MEMBRES DU COLLECTIF STOP GMT 73 :

AMIS DE LA TERRE, ASSEMBLÉE CITOYENNE DU FRONT DE GAUCHE-CHAMBÉRY, ATTAC, CCUIC, CGT (UNION LOCALE DE CHAMBÉRY), ENSEMBLE !, EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS, LES JEUNES ÉCOLOS, ESU LOQUE DES DROITS DE L'HOMME/CHAMBÉRY, NPA, BOE BOE

Le Grand Marché Transatlantique (GMT ou TAFTA*, TTIP*, PTIC*...) est négocié en secret par la Commission Européenne, suite au mandat donné par tous les gouvernements de l'Union.

Son objectif : supprimer les droits de douane et les «obstacles non tarifaires inutiles au commerce».

C'est-à-dire niveler par le bas les normes et les règles sociales, environnementales, alimentaires, sanitaires, afin de protéger les multinationales de toute forme «d'expropriation indirecte» provoquée par les réglementations qui nuisent à l'expansion des firmes et de leurs profits.

Le GMT/TAFTA ce serait :

- la possibilité pour les entreprises d'attaquer les états devant des instances d'arbitrages internationales privées si leurs réglementations nuisent à leurs profits !
- la fin de l'agriculture paysanne, bio et de proximité, qui ne pourrait pas soutenir la concurrence,
- la porte ouverte à l'exploitation du gaz de schiste et autres hydrocarbures non conventionnels,
- l'alignement du droit du travail et des protections sociales (maladie, retraites...) sur celles des USA, bien moins favorables,
- la privatisation de tous les services publics : eau, énergie, santé, éducation, transports, retraites...
- l'invasion de nos marchés par les produits américains : les OGM, la viande aux hormones, les poulets lavés au chlore

Vous êtes, nous sommes tous concernés !..

Les dirigeants des deux côtés de l'atlantique soumis à la pression des multinationales se préparent, à un nivellement vers le bas de toutes nos normes nationales

COLLECTIF STOP GMT 73

Contact : stopgmt73@laposte.net

Informations : <http://stoptafta.wordpress.com>

RÉUNION DU COLLECTIF mardi 22 avril à 19 h, salle commune de la maison des syndicats rue Ambroise Croizat-Chambéry

*TAFTA = TransAtlantic Free Trade Agreement (Accord Transatlantique de Libre Echange)

*TTIP = Transatlantic Trade and Investment Partnership

*PTCI = Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement

L'HUMANITÉ DIMANCHE

BANGLADESH Au Rana Plaza, il y a un an, 1138 ouvrières mouraient. Depuis, rien n'a changé. Une survivante témoigne. PAGE 28

N° 408. DU 17 AU 23 AVRIL 2014

Manifestation de russophobes dans l'est du pays

UKRAINE
FÉDÉRALISME OU GUERRE CIVILE ?

ANDREÏ GRATCHEV, ANCIEN CONSEILLER SPÉCIAL DE GORBATCHEV, RÉPOND... PAGE 4

NUMÉRO ANNIVERSAIRE, 20 PAGES
1904-2014 : 110 ans de combats de l'Humanité PAGE 68

France 3 euros. Guadeloupe, Martinique 4 euros.

N° 408 - Du 17 AU 23 avril 2014

M 04837 - 408 - F: 3,00 €



Imprimé / Par-Nus-Sonne. Ne pas jeter, papier à recycler après usage.



**Jeudi
1^{er}
Mai
2014**

**La CGT
appelle
l'ensemble
des Salariés,
des Retraités,
des Privés d'emploi,
à poursuivre
le processus
de mobilisation
en créant
les conditions
de puissantes
manifestations
le 1^{er} Mai**

Le Gouvernement et le Patronat aggravent l'exploitation des Salariés à travers de nombreuses mesures en faveur des plus riches et des exploités, comme celles contenues dans le «Pacte de responsabilité». **Le «coût du travail» est un faux débat, ce qui nous coûte, c'est le capital !**

Le bilan des Élections Municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyens et les réponses du politique. C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et le discours du nouveau 1^{er} Ministre ne répond pas à cette exigence, pire, il s'en éloigne encore un peu plus...

Pourtant, l'augmentation des Salaires et des Pensions est possible, dès aujourd'hui. Elle est même indispensable pour améliorer la situation de nombreux Salariés, Privés d'emploi et Retraités.

Une véritable justice sociale, basée sur la solidarité entre Salariés, Privés d'emploi et Retraités, garantira le financement de notre Sécurité Sociale.

Plus localement, il faut se battre et lutter pour garantir un territoire mieux aménagé, avec des transports accessibles à tous, qui respectent l'environnement et qui soient efficaces. Il faut se battre et lutter pour garantir des logements dignes et également accessibles à tous les Salariés, Retraités et Privés d'emploi.

Le 1^{er} Mai est une journée de luttes pour porter haut et fort l'intérêt des Salariés, l'intérêt du travail contre celui du capital !

Manifestons, ensemble et solidaires dans les initiatives organisées en Haute-Savoie

C'est LA solution pour porter le véritable changement !

LE 1^{er} MAI EN HAUTE-SAVOIE :

• ANNECY

- 9 h 30 Manifestation - Bourse du Travail
- à partir de 11 h 30 - Fête au Boulodrome avec Repas - Stands divers - Musique - Concours pétanque ...

• ANNEMASSE

- Rassemblement 10 h 00
- Bourse du Travail - Prise de paroles - Manifestation
- Repas fraternel à la BLMA (derrière la gare)

• CHEDDE

- 10 h 00 - Prise de parole devant l'Union Locale suivie de Manifestation
- Rassemblement festif de 9 h 00 à 19 h 00 avec animations musicales, stands, buvette et repas

• CLUSES

- Rassemblement 10 h 00 Place de la Mairie

• THONON

- Manifestation 11 h 00 - Place de l'Etoile
- Pique-nique fraternel

COLLECTIF POUR UNE
**TRANSITION
 CITOYENNE**
 sur le Bassin Annécien

Face à la crise systémique (économique, écologique, sociale, ...) des centaines de milliers de personnes (associations, individus) se sont arrêtés de courir et un mouvement est en marche qui, partout, réinvente nos façons de produire, d'échanger, d'habiter, de nous nourrir, de nous déplacer, d'éduquer nos enfants....

Ces bâtisseurs œuvrent chacun dans leur domaine loin de la société marchande, du monde politique et des médias. Ils créent une société radicalement différente, dans le respect de l'homme et de son environnement et prônent des valeurs de partage, de coopération, de solidarité.

Depuis l'an dernier, des collectifs de transition citoyenne essaient un peu partout en France afin de fédérer ces initiatives et les faire connaître au plus grand nombre (www.transitioncitoyenne.org).

Le 1er février est né dans ce cadre le Collectif pour une Transition Citoyenne dans le Bassin annécien et pour fêter sa naissance, il vous convie à une Semaine de films, de rencontres avec des réalisateurs, des associations et des citoyens du 22 au 26 avril 2014 en partenariat avec le cinéma La Turbine et la ville de Cran Gevrier.

Les films proposés montrent des hommes et des femmes, simples citoyens qui se sont retrouvés un jour, souvent malgré eux, à s'interroger sur des questions existentielles : A qui appartient la Terre ? Qu'est-ce que la démocratie ? Quel sens je veux donner à ma vie ? Est-ce que je veux réellement du monde qu'on m'impose ? Un autre monde est-il possible ? Et si on se prenait en main ?

Cette folle semaine s'achèvera le samedi dans le cadre d'une grande journée festive et variée ...

« Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puisse changer le monde. C'est même de cette façon que cela s'est toujours produit. » (Margaret Mead)

www.laturbine.fr

cinéma
 04.50.46.18.34 - Place Chorus - Cran-Gevrier

**AUX FILMS
 CITOYENS**

Eveillons Notre Conscience !

On est en train de courir le plus vite possible dans la pire des directions. La direction de la compétition, la direction de la destruction des uns par les autres, c'est une folie totale.

(Albert Jacquard)

GRATIFERIA
 SAMEDI 26 AVRIL
 10 h à 17 h
 Cran-Gevrier devant la Turbine

Apportez ce que vous voulez ou rien et repartez avec ce qui vous plaît

Venez éplucher et partager une soupe que nous aurons préparée ensemble

Infos
 Tel : 06 89 09 99 69

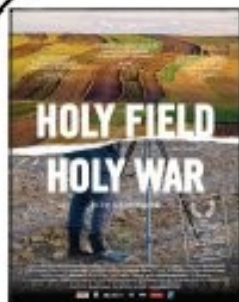
DISCO SOUPE

objets, services, plantes, outils, vêtements, livres, jeux, etc...

Colibris, biocoop, crangevrier, TRANSITION CITOYENNE sur le Bassin Annécien

 Séance en présence de la réalisatrice Sophie Audier Mercredi 23 Avril à 20H30	 Séance en présence du réalisateur Pierre Beccu Jeudi 24 Avril à 18H00	 Séance en présence de la réalisatrice Carole Menduni Samedi 26 Avril à 18H15
 Sophie Audier	 Pierre Beccu	 Carole Menduni

Les Amis de la Terre, Terre de Lune, la Nef (société coopérative de finances solidaires), ARTISANS DU MONDE (avec le label ÉQUITABLE), crangevrier, biocoop, Colibris (coopérer pour changer), TRANSITION CITOYENNE sur le Bassin Annécien



HOLY FIELD HOLY WAR (1h45min)

Réalisé par Lech Kowalski

Partout dans le monde, les petits agriculteurs sont menacés. Leur lutte pour survivre se fait loin des caméras et des médias. En Pologne, un pays où plus de 60% de la surface est occupée par l'agriculture, de nouveaux acteurs sont en compétition pour s'accaparer les terres. Ce qui se passe en Pologne est un avertissement à prendre au sérieux.

Séance débat, échange Mardi 22 Avril à 20H15



LES CHEVRES DE MA MÈRE (1h37min)

Réalisé par Sophie Audier. Avec Maguy Audier, Anne-Sophie Vurchio...

Sur un plateau isolé des gorges du Verdon, Maguy fabrique depuis 40 ans du fromages de chèvres dans le respect de la nature et des animaux. Bientôt à la retraite, elle doit céder son troupeau. Elle décide alors de parrainer Anne-Sophie, une jeune agricultrice qui souhaite s'installer. Au fil des saisons, le processus de transmission s'avère être un douloureux renoncement pour l'une et un difficile apprentissage pour l'autre. Peut-on encore aujourd'hui transmettre le goût de la liberté ?



Sophie Audier

Séance en présence de la réalisatrice Sophie Audier
Mercredi 23 Avril à 20H30

Autres séances : Dimanche 27 avril à 16H30 / lundi 28 avril à 20H45

LES PIEDS DANS LE PLAT

LES PIEDS DANS LE PLAT (52min)

Réalisé par Pierre Beccu

Six étudiants enquêtent sur l'alimentation. De l'assiette au sol, les jeunes remontent la filière des aliments et montrent les conséquences de nos choix de consommateurs sur la santé, l'économie, le social, l'environnement, la qualité de vie ou les paysages. Avec humour et responsabilité, ils interrogent sans culpabiliser, et informent sans donner de leçons.



Pierre Beccu

Séance en présence du réalisateur Pierre Beccu
Jeudi 24 Avril à 18H00



DEMOCRATIE ZERO6 (1h15min)

Réalisé par Michel Toesca

Trois villages d'une vallée isolée du Sud-Est de la France, frontalière de l'Italie, décident en commun de consulter leur population sous forme de référendum consultatif concernant leur rattachement administratif à la

CARF, Communauté d'Agglomération de la Riviera Française, dont l'avenir est d'intégrer la métropole de Nice, la toute première créée en France. Le préfet Drevet, soutenu par le président de la métropole Christian Estrosi et le président du conseil général Eric Ciotti, déclare illégal et interdit ce référendum en menaçant élus et associations de 6 mois de prison et de 7500€ d'amende s'ils participent à sa mise en place, alors que partout ailleurs en France ce genre de référendums a lieu sans obstruction. C'est en partant de l'examen de cette situation locale et l'analyse des moyens utilisés par les pouvoirs en place pour créer une métropole, que ce film pose la question de l'exercice de la démocratie représentative sur l'ensemble du territoire.

Séance débat, échange Vendredi 25 Avril à 20H30



Autre séance : Mardi 29 avril à 17H30



NO GAZARAN (1h30min)

Réalisé par Doris Buttignol et Carole Menduni

L'alerte est lancée dans le sud-est de la France début 2011 : le gaz de schiste arrive dans nos villages, nos paysages, nos vies. Carnet de route d'une mobilisation citoyenne imprévue, le film témoigne des soubresauts d'une société prise au piège d'un modèle économique en crise.



Carole Menduni

Séance en présence de la réalisatrice Carole Menduni
Samedi 26 Avril à 18H15

suivie d'un buffet.



Autre séance : Mardi 29 avril à 21H00

Discours de politique générale : « Un premier ministre qui boxe contre son camp » (Olivier Dartigolles)

Après la débâcle électorale des élections municipales et l'expression, par le vote ou l'abstention, d'un rejet de la politique gouvernementale menée depuis le début du quinquennat, pour toute réponse, Manuel Valls propose de ne rien changer à ce qui vient d'être sanctionné. Il le fait avec brutalité, en enfilant des gants de boxe pour trahir la gauche et les promesses de changement.

Les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche auront en effet face à eux un premier ministre de combat qui entend, dans la continuité des politiques menées par la droite puis par le gouvernement Ayrault, poursuivre la destruction de notre modèle social et républicain.

La déclaration de politique générale de Manuel Valls est le programme rêvé par la droite et le Medef. Le patronat réalise un carton plein avec le pacte de responsabilité et l'évolution sur la fiscalité des entreprises sans la moindre contre-partie. Toutes ses revendications sont reprises avec une gigantesque trappe à bas salaires avec l'exonération totale des charges pour un SMIC. Au nom de la « solidarité », la baisse des cotisations sociales salariales, qui avait été proposée en son temps par Laurence Parisot, vient compléter la feuille de route d'un premier ministre dont le monde du travail, la jeunesse et les territoires ont tout à craindre.

Dans cette déferlante d'uppercuts, Valls a retenu ses coups en un seul moment, en ne donnant pas le détail des 50 milliards d'euros prélevés dans les caisses de l'État, de la sécurité sociale et des collectivités territoriales. Les députés socialistes auraient-ils, ce jour, pu en supporter davantage. Cette véritable bombe à retardement est programmée dans les prochains jours. Hollande et Valls sont minoritaires à gauche et dans le pays sur leurs intentions réelles. La crise politique et démocratique va donc se durcir et la situation sociale s'aggraver. Jusqu'où tout cela peut aller ?

La question de la restructuration de la refondation de la gauche, en terme de projet et de rassemblement, est plus que jamais d'actualité. Elle se donne rendez-vous le 12 avril à Paris avec la manifestation contre l'austérité.

Equal Pay Day : « Trop peu d'entreprises respectent la loi sur les inégalités salariales hommes/femme »

Le jour de l'égalité des salaires, « Equal Pay Day » est une date événementielle publiée par le journal le « Parisien » obtenue par les américaines pour démontrer la persistance des inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Cette constatation est hélas universelle.

En France, la moyenne des inégalités salariales est de 27 %, malgré une première loi qui date de 1975. Nous sommes encore très loin de l'égalité professionnelle et salariale, pour preuve les Françaises doivent travailler 68 jours de plus que les hommes si elles veulent être à égalité salariale.

En ce jour consacré à l'égalité salariale, le Parti Communiste rappelle que procéder à une ré-évaluation des métiers occupés par les femmes serait un des éléments de nature à combler ces inégalités. De même, il dénonce le fait que trop peu d'entreprises respectent la loi, ce qui nécessite des contraintes plus fortes afin d'obtenir la publication des bilans et des mesures efficaces pour mettre un terme aux inégalités.

Nous continuerons à porter ces exigences lors de la 2ème lecture au Sénat du projet de loi globale sur l'égalité femmes/hommes. Pour nous, en effet, réduire la précarité des femmes, ne peut se résumer à une prise en charge réglementée du versement des pensions alimentaires par les CAF.

Il est plus que jamais nécessaire au plus haut niveau de l'état de traduire dans les actes une réelle égalité professionnelle avec des moyens pour y parvenir.

Laurence Cohen, pour la commission Droits des femmes et féminisme du PCF

Le PCF condamne l'agression du Secrétaire général du Parti Communiste d'Ukraine

Deux députés du groupe ultra-nationaliste ukrainien « Svoboda » ont agressé mardi au parlement à Kiev le secrétaire général du PC ukrainien Petro Simonenko, alors qu'il faisait une déclaration à la tribune pour dénoncer les « actions des groupes nationalistes et fascistes qui au cours des derniers mois se sont emparés de bâtiments officiels, des arsenaux, de postes de police et des services de sécurité et ont distribué des armes aux groupes radicaux ».

Alors qu'il dénonçait les actions de ces groupes qu'il a accusés de « mettre en cause l'indépendance de l'Ukraine et de favoriser la division » de ce pays, deux députés de "Svoboda" (Liberté) l'ont violemment chassé de la tribune, l'empêchant de poursuivre son intervention. Une bagarre s'en est suivie. La session du parlement a dû être interrompue.

Face à tels agissements inqualifiables, le PCF exprime sa solidarité avec Petro Simonenko et le PC ukrainien. Il dénonce ces attaques venant de groupes ultra-nationalistes et des forces néofascistes qui ont désormais pignon sur rue et mettent en danger tout fonctionnement démocratique des institutions.

Dans le même temps, le PCF souhaite faire part de sa très vive préoccupation face à la situation tendue qui prévaut dans le pays et notamment dans l'Est de l'Ukraine, alors que doit se tenir l'élection présidentielle le 25 mai prochain.

Les mesures austéritaires prises par ailleurs par le gouvernement sous la férule du FMI pour faire face à la crise ne peuvent que contribuer à rendre le climat politique, économique et social encore plus difficile pour la population.

Plus que jamais, une solution politique doit seule permettre à l'Ukraine de se sortir du chaos actuel. Par exemple en favorisant des évolutions constitutionnelles importantes qui devront respecter et renforcer les droits des habitants des différentes régions et notamment de ceux vivant dans l'Est du pays afin d'éviter ainsi toute mise en cause de l'intégrité territoriale du pays. En définitive, c'est aux Ukrainiens et à eux seuls d'en décider.

Plus globalement, il est urgent que l'Ukraine cesse d'être l'enjeu d'un chantage sur son avenir et sur les alliances régionales. L'Ukraine doit être un pont entre l'Europe et la Russie et non le lieu de tensions entre puissances rivales.

Le pacte de responsabilité va piller la sécurité sociale

Le gouvernement annonce une ponction sans précédent sur la sécurité sociale. Les régressions déjà portées sur l'accès aux soins, les retraites de base, les retraites complémentaires, la politique familiale, l'assurance-chômage ne vont pas « suffire » à ce pacte.

En se soumettant au diktat de la commission européenne, plutôt que d'agir pour la transformation de sa politique, le gouvernement envisage une somme de 21 milliards qui serait ponctionnée sur la sécurité sociale. En fait, le pacte de responsabilité sera financé, pour la moitié, par une ponction sur la sécurité sociale. Il serait payé directement par une baisse de la sécurité pour les salarié-e-s, les retraité-e-s, les chômeurs, les jeunes.

C'est pour opérer cette ponction insupportable que le budget de la sécurité sociale a été retiré au ministère des affaires sociales.

Les profits peuvent être tranquilles, les dividendes aux actionnaires, les grands groupes financiers ne seront pas concernés par cette nouvelle cure d'austérité.

Décidément ce pacte est inacceptable, il n'est ni responsable, ni solidaire. Au contraire, la gauche doit mener une politique de reconquête de la sécurité sociale. Il faut agir pour une sécurité sociale qui rembourse à 100% les soins prescrits, développer le service public hospitalier, le service public ambulatoire de proximité. Il faut agir pour une sécurité sociale universelle, et non la piller.

Génocide au Rwanda : "la décision du gouvernement est grave et regrettable"

Qu'attendent encore les autorités françaises pour ouvrir leurs archives diplomatiques et militaires sur le génocide au Rwanda et les années qui l'ont précédé ?

20 ans après, la vérité cherche toujours à se frayer un chemin. Et tant qu'on ne créera pas les conditions pour faire toute la lumière sur cet épisode tragique de l'histoire, la France restera prisonnière d'une logique préjudiciable au continent africain et à elle-même.

Alain Juppé, ancien ministre des Affaires étrangères à l'époque du génocide, a appelé samedi François Hollande « à défendre l'honneur de la France », face à ce qu'il qualifie « d'inacceptable mise en cause de la France » par le président rwandais Paul Kagamé. Mais défendre l'honneur de la France, ce n'est pas faire semblant de s'insurger, c'est produire des actes : si monsieur Juppé et les acteurs de l'époque veulent vraiment défendre l'honneur de notre pays, c'est très simple, qu'ils commencent par demander la levée du secret-défense, la communication aux chercheurs, aux parlementaires et au public de tous les documents officiels concernant le rôle de la France, y compris les archives de l'Élysée portant sur le génocide.

La réalité est qu'il y a beaucoup trop de zones d'ombre sur ces années entre 1990 et 1994 où la France a soutenu le pouvoir rwandais qui préparait le génocide, en livrant des armes et en participant au commandement militaire à Kigali (opération Noroît). Les services diplomatiques et militaires avaient alerté en vain le gouvernement français sur l'imminence d'un massacre organisé. Le rôle complice des autorités françaises dans le génocide est hélas attesté. Elles ont même facilité la fuite des assassins vers le Congo voisin.

Il y a une leçon à tirer pour la France elle-même du drame inhumain qui s'est déroulé. Nous devons reconsidérer de fond en comble nos relations avec les peuples et les États africains, plutôt que de considérer l'Afrique comme une zone d'intervention prioritaire sur le plan militaire sans jamais promouvoir une véritable politique de coopération et d'échange laissant aux Africains la maîtrise de leurs choix politiques et économiques de leurs pays.

La décision du gouvernement français de ne pas envoyer de représentant officiel de haut rang aux cérémonies du 20e anniversaire est grave et regrettable : la politique de la chaise vide porte d'abord atteinte à la mémoire du million de femmes, d'enfants et d'hommes victimes de la barbarie génocidaire.

Seita/Imperial Tobacco : "la logique financière nuit gravement à l'emploi"

Depuis mardi, les 420 salariés de Carquefou (Loire Atlantique) ont appris la fermeture brutale de leur entreprise pour la fin de l'année avec la délocalisation de la fabrication de la Gauloise blonde en Pologne.

Alors que le groupe lance la promotion d'une gauloise 100% française, il décide de fermer la plus grande entreprise de cigarettes en France. Si le tabac nuit à la santé, on peut affirmer que dans le groupe Imperial Tobacco ex-SEITA, la logique financière nuit gravement à l'emploi !

Malgré l'écran de fumée d'explications économiques fournies lors du CCE (baisse de la consommation, augmentation de la cigarette électronique en France) personne n'est dupe, et surtout pas les salariés, sur la logique financière et boursière qui guide cette décision, d'autant que plus de 60% de la production du site nantais est dédié à l'exportation.

Le PCF condamne avec fermeté ces 327 licenciements boursiers. Il apporte sa totale solidarité aux salariés du Tabac et à leurs organisations syndicales.

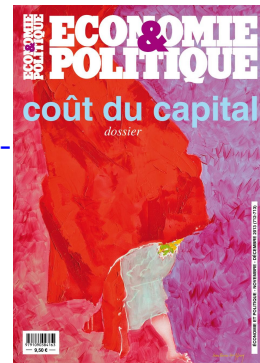
Une nouvelle fois, il est prouvé qu'une loi interdisant les licenciements boursiers est nécessaire et urgente pour protéger les salariés et notre industrie du jeu des actionnaires.

C'est le sens de l'exigence portée par le PCF et les parlementaires Front de gauche au gouvernement Valls : préserver et développer un avenir industriel à la France.



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier coût du capital



Gouvernement : "Hollande prépare le dynamitage du Parti socialiste" (Olivier Dartigolles - PCF)

Après avoir nommé le très droitier Manuel Valls à Matignon et l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy Jean-Pierre Jouyet au Secrétariat général de l'Élysée, François Hollande prolonge sa dérive politique en lançant une vaste opération de dynamitage de l'actuel Parti socialiste.

L'exfiltration calamiteuse d'Harlem Désir du poste de Premier secrétaire, son remplacement dirigé depuis l'Élysée sont autant de signes de l'entreprise de refonte du PS à laquelle se livre actuellement le Président de la République dans le dos des militantes et militants socialistes. Ces derniers sont tenus au courant au fil des dépêches AFP.

Le Président de la République se mue en DRH du PS et s'abaisse à un jeu de chaises musicales bien peu reluisant. Pire, en agissant ainsi il tourne une nouvelle fois le dos aux électeurs de gauche qui l'ont élu et qui ont largement exprimé leur colère lors des dernières municipales. Il ne fait que s'enfoncer plus profondément encore dans une voie qui le mène inéluctablement à l'échec.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

"Avec le sous-SMIC, Gattaz assure le service après-vente du pacte de responsabilité" (Olivier Dartigolles)

Depuis une semaine, suite à la déclaration de politique générale du nouveau premier ministre, nous assistons à une sorte de concours Lépine de la proposition la plus antisociale, la plus provocatrice pour le monde du travail, pour toutes celles et ceux qui subissent de plein fouet la précarité et l'explosion des inégalités.

Ce concours de la cupidité et de l'indignité se nourrit d'une déferlante médiatique, à longueur d'ondes et d'antennes, multipliant "les leçons d'économie pour les nuls", les rappels sur la dette, les difficultés des entreprises, le stress des patrons.

Pierre Gattaz, lui, semble être en pleine forme, dopé quotidiennement par les annonces et des décisions du Gouvernement. Hier avec le volte-face sur le rythme pour atteindre le dogme des 3% de déficit, le 23 avril avec, en conseil des ministres, la saignée de 50 milliards d'euros dans la dépense publique et sociale. "Plus vite, plus fort", le patron du Medef s'applique et propose un sous-SMIC avec, de nouveau, la promesse, recyclée, de créer "un million d'emploi en 5 ans". Rappelons que cet objectif est un marché de dupes, notre économie crée aujourd'hui annuellement 250 000 emplois. Dans le climat ambiant, le patron du Medef se croit autorisé à cette nouvelle sortie qui n'est pour lui que le service après-vente du pacte de responsabilité.

La marche du 12 avril pour des alternatives à l'austérité, le rendez-vous syndical du 1^{er} mai et celui du 15 avec toutes les organisations syndicales des fonctionnaires, le débat d'orientation qui se lève au sein du Parti socialiste après la désignation par l'Élysée du nouveau premier secrétaire, sont là pour rappeler au Medef et au Gouvernement que le terrain n'est pas dégagé.

**Valls : "plus vite, plus fort, mais pas plus juste"
(Olivier Dartigolles)**

Dans une déclaration à l'issue du conseil des ministres, Manuel Valls, en lieu et place du porte-parole du gouvernement, a poursuivi une storytelling sur l'action gouvernementale avec, au final, un seul et unique message : "ça va saigner. Et à tous les étages".

Pour l'État et ses opérateurs, avec l'annonce du maintien du gel du point d'indice pour les fonctionnaires. Pour les collectivités territoriales, avec une ardoise de 11 milliards d'euros de baisse des dotations d'ici 2017. Pour la santé et la sécurité sociale avec la confirmation des 21 milliards d'euros, c'est sans précédent, amputés dans les dépenses de santé et de sécurité sociale. Le Premier ministre porte une attaque sévère avec l'annonce de la non revalorisation des prestations d'ici octobre 2015, ce qui aura des conséquences très douloureuses, notamment pour les retraités.

"Plus vite, plus fort", en effet, mais en aucun cas "plus juste". Si le Premier ministre retouche à la marge les arbitrages sur l'affectation des 50 milliards d'économies, sans consultation du parlement et des partenaires sociaux, le pacte de responsabilité est gravé dans le marbre d'une austerité que surveillent de près la commission européenne et le patronat. Dès aujourd'hui, à n'en pas douter, l'un comme l'autre diront au Premier ministre de la France : "des efforts mais peut et doit mieux faire".

"Gabriel Garcia Marquez était un orfèvre des mots, un artisan de la littérature" (Pierre Laurent)

Gabriel Garcia Marquez n'est plus. Un des pères de la littérature latino-américaine s'en est allé, laissant un continent, et au-delà, des millions de lecteurs à travers le monde, orphelins d'un des plus grands écrivains du XXème siècle. Gabriel Garcia Marquez était un orfèvre des mots, un artisan de la littérature, un maître du roman qui avec "Cent ans de solitude", réussit l'exploit, en un ouvrage, de faire jaillir l'essence même de l'Amérique latine.

Rendre aujourd'hui hommage à « Gabo », c'est essayer avant tout de comprendre l'écrivain, le latino-américain qu'il fut, et lire son œuvre au travers de ses yeux. Gabriel Garcia Marquez était un homme de progrès, un pourfendeur de l'impérialisme qui a si longtemps ravagé l'Amérique latine. Il a traversé l'histoire tumultueuse de ce continent à la fois témoin et acteur de ce XXème siècle si tourmenté pour les peuples latino-américains.

Gabriel Garcia Marquez était un géant, une figure de cette génération d'écrivains fabuleux de Borgès à Amado qu'a offert l'Amérique latine à la littérature mondiale. Il restera la fierté d'un continent, un écrivain universel si passionnément latino-américain.



C'est le printemps : les attaques contre la jeunesse et les travailleurs fleurissent !



Pascal Lamy, puis Pierre Gattaz ont lancé la première salve. Il faudrait briser le soit disant tabou du SMIC, il faudrait envisager un « SMIC Jeune », d'un montant réduit, pour les moins de 25 ans.

D'autres économistes proposent eux un gel du SMIC, afin jurent-ils, la main sur le cœur, de favoriser l'insertion dans l'emploi des catégories les plus fragiles...

Si la situation en France et en Europe n'était pas aussi grave on pourrait en rire, mais le 12 avril, nous l'avons montré, nous préférons lutter et nous organiser.

Ces tristes personnages qui ne savent sûrement pas ce que c'est que de vivre avec un SMIC, nous proposent en réalité de nous enfoncer toujours plus dans la précarité sans pour autant toucher aux avantages des plus riches, est-ce cela la justice, est-ce cela la rationalité ? Depuis 30 ans les cadeaux fiscaux aux patrons s'accumulent, sans aucun effet positif sur l'emploi des jeunes.

Les plus riches, parlons-en ! A l'Usine de PSA valencienne, les salariés, ces nantis qui selon MM Gattaz et Lamy coûtent trop cher à la France ont alourdi le déficit de compétitivité de la France : ils ont reçu entre 40 centimes et 18 euros de prime alors que le PDG de l'entreprise avait annoncé la veille son nouveau salaire annuel : 1;3 millions d'euros.

Dans un pays comme la France, où les 500 plus riches se sont enrichi, en un an, de 25%, et où la richesse cumulée de ces famille s'élève à 330 milliards d'euros, ce ne sont pas aux jeunes qui étudient, qui travaillent, qui se forment, qui ont des compétences et des savoirs de se sacrifier.

Ce système qui accumule les richesses entre les mains de quelques un n'est pas qu'injuste il est inefficace. Ce système c'est le capitalisme et il nous le rappelle tous les jours, la lutte des classes existe bien. Cette lutte, les jeunes de France sont prêts à la mener pour défendre leurs droits, pour refuser ce « SMIC JEUNE ».

Comme pour le CPE, comme pour toutes les luttes les Jeunes Communistes seront à leurs côtés pour s'organiser et pour gagner !

Face à cette situation, les jeunes communistes ont de véritables propositions d'urgence : augmenter le SMIC à 1700 euros, sécuriser nos formations en créant un service public de la formation et de l'orientation, renforcer le droit du travail et créer un véritable statut social des travailleurs en formation et notamment des apprentis. Pour cela il faut remettre la main sur les richesses qui nous sont volées !

Le gouvernement a reculé, maintenant on continue !

10 000 signatures contre la suppression des APL

Le gouvernement a reculé

Maintenant on continue

**Pour un vrai service public
du logement étudiant**



Le gouvernement Valls, pour satisfaire son objectif de réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros jusqu'à 2017, menaçait de supprimer les Aides Personnalisées au Logement (APL) pour les étudiants non boursiers. Pareille décision, fortement conseillée par la Cour des Comptes, aurait privé près de 550 000 étudiants de plus de 800 millions d'euros annuels d'aides sociales. Alors que les étudiants sont les premières victimes de la crise, que le logement est leur premier poste de dépenses (plus de 60 % de leur revenu mensuel), ce racket en règle aurait fini de dégrader leurs conditions de vie, renforçant précarité et salariat étudiant. Notons au passage le cas des étudiants étrangers hors Union Européenne qui ne bénéficient pas du système de bourse et pour qui les APL sont les seules aides sociales auxquelles ils sont éligibles.

Devant la mobilisation engagée par l'Union des Étudiants Communistes et l'ensemble du mouvement social étudiant, Najat Vallaud Belkacem, porte parole du gouvernement a assuré que cette suppression des APL pour les étudiants non boursiers n'avait jamais été envisagée. Geneviève Fioraso, secrétaire d'État à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, a de son côté affirmé que « Il n'est pas question que l'on touche à la qualité de vie des étudiants car ça conditionne leur réussite ». La pétition lancée par l'UEC pour sauvegarder les APL et créer un véritable service public du logement étudiant a été signée par plus de 10 000 étudiants. Cette mobilisation d'ampleur contre la régression sociale envisagée par le gouvernement a forcé celui-ci à prendre en compte les revendications de la jeunesse et à revenir sur son projet mortifère

Face à la précarité étudiante, il est plus que jamais nécessaire de lutter contre le salariat étudiant, qui pousse nombre d'entre nous vers le redoublement ou l'abandon des études et donc de garantir les conditions de vie et d'étude de tous les étudiants. Face aux résidences étudiantes privées, face aux loyers trop élevés, il est nécessaire de continuer la mobilisation pour gagner de nouveaux droits !

Après cette première victoire, l'UEC continue sa campagne pour un véritable service public du logement étudiant qui permet de garantir les conditions de vie des étudiants ! Nous exigeons :

- le conventionnement CROUS des résidences privées
- un plan de construction massive de logements étudiants conventionnés afin de permettre à tous les étudiants de se loger
- la rénovation des Cités U existantes pour mettre fin à l'insalubrité
- et la baisse des loyers en Cité U pour les adapter au montant des bourses

**Le Progrès, un journal couvert par la honte de Ses propos
(MJCF 69) Mardi 22 Avril 2014**

Communiqué du Mouvement des jeunes communistes du Rhône

Le quotidien de Lyon souhaitait dresser un palmarès des "nationalités" impliquées dans des actes de délinquance. Les jeunes communistes dénoncent, sans retenues, cet acte honteux du journal Le Progrès.

Les jeunes communistes du Rhône condamnent cette volonté de stigmatiser une partie de la population. Nous constatons avec effroi que les idées nauséabondes portées par le Front National, les identitaires et les autres groupuscules néonazis peuvent s'exprimer dans un quotidien régional.

Les Jeunes Communistes du Rhône condamnent cette utilisation de préoccupations des Français, en détournant la peur du lendemain vers l'Étranger, stigmatisé en ennemi de l'intérieur.

Force doit être à la Loi qui interdit d'établir des statistiques ethniques et de nationalités, et interdit de stigmatiser des citoyens sur ces bases. Nous rappelons notre attachement aux valeurs républicaines.

Rappelons que le racisme est un délit, ce n'est pas une opinion.

Mouvement des Jeunes Communistes du Rhône

1 Cours Albert Thomas

69003 Lyon

**La seule bonne nouvelle du remaniement : Un sénateur
communiste supplémentaire**

Jean-Pierre Bosino, le maire communiste de Montataire, brillamment réélu au premier tour le 23 mars dernier, va succéder à une socialiste nommée secrétaire d'État



**Manuel Valls : médaille d'or de l'appauvrissement des
familles ! Jeudi 17 Avril 2014**

Marie-George Buffet

Députée PCF de Seine Saint Denis, ancienne Ministre

Il n'aura pas fallu plus d'une semaine au nouveau premier ministre de la France pour prendre des mesures qui vont la mener à la faillite.

Non content de ne pas avoir entendu le message exprimé dans les urnes lors des élections municipales, le Président de la République et son chef de gouvernement tournent le dos à une politique de gauche en décidant accroître l'austérité pour le peuple afin de laisser tranquille les dividendes des actionnaires.

Ce qu'attendent les femmes et les hommes de ce pays c'est au contraire de voir leur pouvoir d'achat revalorisé pour permettre à la croissance et à l'emploi de redémarrer.

Alors oui, il est grand temps pour la gauche de se mobiliser pour se faire entendre, pour construire une alternative de gauche à la politique mise en œuvre aujourd'hui.

Débat sur la déclaration de politique générale du gouvernement. Intervention d'André Chassaigne

Mercredi 9 Avril 2014

Intervention d'André Chassaigne, député PCF du Puy de Dôme et Président du Groupe GDR

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les ministres,

Depuis le début de ce quinquennat l'électorat de gauche, celui qui a porté le Président de la République au pouvoir, se sent trahi. Un électorat qui a exprimé le rejet de la politique conduite en s'abstenant massivement aux municipales. C'est l'expression d'une grande colère, pour ne pas dire d'un rejet total de tout un système politique qui est adressé par les électeurs qui avaient nourri des espoirs de changements en 2012.

La réponse de l'exécutif a d'abord été d'affirmer que ce n'est pas sa politique qui a été sanctionnée mais son manque de pédagogie. Avec pour réponse, un changement d'équipe. Certes, Monsieur le premier ministre, vous dressez aujourd'hui un constat implacable des effets de la politique conduite depuis 22 mois. Faut-il rappeler que nous n'avons eu cesse de vous alerter ? Pas une fois, vous n'avez pris en compte les avertissements des députés du Front de gauche.

Mais aujourd'hui après votre réquisitoire, vous nous proposez une accélération des réformes et un renforcement des orientations fixées par les pactes d'austérité et de responsabilité.

Il y a là plus qu'un malentendu, il y a une rupture avec les attentes populaires. Aucune réponse n'est apportée à la souffrance sociale, à la détresse économique, au déclin.

A l'opposé, il est de la responsabilité des forces de gauche d'ouvrir un autre chemin pour construire une nouvelle alternative à gauche.

Les Français, dans leur majorité, veulent un changement de cap net et clair en faveur du progrès social et de la lutte contre le chômage. Chômage qui ne cesse de grimper avec un record de 3,34 millions de demandeurs d'emploi sans activité recensés fin février.

Les Français ne veulent plus des stratégies du désespoir et de la renonciation qui ont conduit où nous en sommes. Ils ne veulent plus des promesses trahies, de l'impuissance publique organisée, des égarements et reculades dictées par la panique et des calculs à courte vue.

La situation de notre pays requiert une grande détermination pour répondre aux besoins populaires. Ces besoins, nous les connaissons tous : l'emploi, le pouvoir d'achat, le logement, la santé, les services publics...

La dérive politique qui a conduit le précédent gouvernement à mettre ses pas dans ceux de Gerhard Schröder et de Tony Blair doit prendre fin. Sans changement politique, ce nouveau gouvernement sera lui aussi condamné à l'impuissance, sans porter de nouvel espoir pour le peuple et pour le pays.

Il y a urgence à agir pour redonner du souffle à notre économie, combattre les inégalités, développer nos services publics, défendre notre modèle social.

Le premier défi à relever est une réorientation de la politique européenne, sans laquelle le changement ne sera pas envisageable.

L'adhésion de François Hollande au pacte Sarkozy/Merkel est l'acte fondateur, le « péché originel » de ce quinquennat.

Candidat, il s'était pourtant engagé à renégocier le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG). Ce renoncement a empêché d'emblée la réalisation du « changement » promis pendant la campagne présidentielle. Il n'y a eu ni renégociation, ni changement, mais bien continuité avec un projet européen qui se confond de plus en plus avec un simple programme d'austérité.

Il appartient à votre gouvernement, et bien sûr au Président de la République, de rebattre les cartes, de changer radicalement de stratégie. Il faut convaincre nos partenaires de la nécessité de rompre, dans l'intérêt de tous, avec la politique de déflation, de stagnation et de chômage poursuivie aveuglément à l'échelle du continent. Pas à la marge, comme vous l'avez proposé, mais avec des mesures fortes rompant avec la stratégie de soumission aux dogmes de l'orthodoxie budgétaire et libérale.

Aujourd'hui, une grande partie des peuples européens refuse les politiques d'austérité inhumaines qui leur sont imposées. Ils trouvent légitimement intolérable que l'on trouve toujours des milliards pour financer les banques alors que la population est mise au pain sec et à l'eau.

Les 60 milliards d'euros de coupes budgétaires déjà opérées sur ordre de Bruxelles ont eu des conséquences désastreuses sur les services publics, la sécurité sociale, nos collectivités territoriales. Cette cure d'austérité, la plus drastique de notre histoire récente, appauvrit notre pays, détruit l'emploi et les entreprises, sème la colère et la résignation.

Mais il ne suffit pas aux marchés financiers et aux multinationales de promouvoir l'austérité. Ils ont désormais une nouvelle exigence. Pour tenter de répondre à la crise des débouchés qu'ils ont eux-mêmes créée, ils voudraient imposer un traité de libre-échange transatlantique.

L'objectif de ce traité est de créer une vaste zone de libre-échange par le démantèlement des règles tarifaires, réglementaires, environnementales qui protègent nos salariés et les consommateurs.

La perspective de conclusion de ces négociations, menées dans la plus grande opacité et hors des règles démocratiques les plus élémentaires, fait peser une lourde menace sur les règles de santé publique, écologique, sociales et culturelles en France et en Europe.

Ce traité de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis nous entraînera encore plus loin dans la folle mise en concurrence généralisée des pays et des peuples et l'obsession de la compétitivité et du libre-échange intégral. Il fait courir un grand péril aux peuples de France et d'Europe.

Le groupe de la Gauche Unie Européenne avec son candidat Alexis Tsipras sont déterminés à le faire connaître au plus grand nombre.

La France doit peser de tout son poids pour s'opposer à ce projet qui barre la voie à toute perspective de construction d'une Europe sociale. Cette Europe sociale qui implique au contraire de considérer la protection sociale, le salaire minimum, le dialogue social, les négociations collectives et le droit social comme autant de points d'appuis pour une avancée de civilisation.

Les chefs d'États et de Gouvernements ont promis une feuille de route sur la dimension sociale de l'union économique et monétaire. Ils ne l'ont toujours pas produite faute de volonté politique.

Le second enjeu majeur est celui du redressement industriel, de la lutte contre le chômage et de la transition énergétique.

Le temps est venu d'un tournant économique majeur et de l'abandon du pacte de responsabilité annoncé le 14 janvier dernier. Un pacte, en réalité, d'irresponsabilité qui prévoit la suppression totale et sans contrepartie des cotisations familiales employeurs et qui n'offre aucune perspective en termes de création d'emploi.

Ce n'est pas par la baisse des dépenses publiques et la recherche de compétitivité que l'Europe et notre pays pourront sortir de la crise mais par la relance de l'investissement public et de la consommation, le relèvement des salaires, l'innovation et la promotion de l'emploi qualifié...

Pour cela, il faut desserrer l'étau des contraintes que fait peser la financiarisation de l'économie sur l'activité et la pérennité de nos entreprises.

Comment la gauche pourrait-elle souscrire à l'antienne de la réduction des dépenses publiques qui réduit le périmètre des services publics et fait la part belle à la marchandisation de la société ? Une marchandisation qui sera amenée à s'accroître avec le basculement de bon nombre de collectivités dans l'escarcelle de la droite, dont les programmes portent la suppression de bon nombre de services publics locaux.

Définitivement l'intérêt privé primera alors sur l'intérêt général, les logiques de rentabilité primeront sur les logiques de solidarité.

Ce primat sera renforcé par la feuille de route que vous venez de dresser sur l'évolution institutionnelle. Sous couvert de modernisation, l'objectif recherché est de créer des territoires d'excellence, de compétitivité au détriment d'une France équilibrée et solidaire.

Il faut que la gauche retrouve l'audace d'affirmer, contre l'artillerie lourde des idéologues libéraux déguisés en éditorialistes, qu'il existe une alternative à la fuite en avant libérale vers toujours plus d'inégalités, toujours plus de précarité, toujours plus de misère... pour le seul bénéfice d'une poignée de nantis.

Ainsi, avez-vous confirmé votre volonté de vous attaquer au coût du travail en multipliant les exonérations de charges des entreprises. Et pas un mot sur le coût du capital ! N'est-ce pas le meilleur révélateur du choix libéral qui est le vôtre ?

Pourtant, les arguments en faveur de la baisse des cotisations sociales comme moyen de lever les freins à l'embauche, de créer ou sauvegarder des emplois ne reposent sur aucun constat empirique. Vingt ans d'exonérations de cotisations sociales sur les bas et moyens salaires n'ont pas permis de sortir de l'ornière. Bien au contraire, elles ont eu pour résultat de paralyser notre économie en favorisant les bas salaires, de dissuader le développement de l'emploi qualifié, de fragiliser notre système de protection sociale...

Des solutions alternatives existent. Nous les porterons avec tous ceux qui souhaitent se rassembler à gauche.

Pour baisser les charges financières des entreprises, nous proposons un nouveau crédit bancaire pour les investissements matériels et de recherche à des taux d'intérêt d'autant plus faibles que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Un pôle financier public incluant la Banque publique d'investissement sera en mesure de déployer ce nouveau crédit.

Les député-e-s du Front de gauche proposent également de moduler le taux de cotisation sociale patronale, une modulation favorable à l'emploi, à la formation, aux salaires et pénalisante pour la croissance financière des capitaux.

Si François Hollande avait écouté les Français – si vous les aviez écoutés – vous auriez annoncé un grand plan de justice fiscale et sociale, des investissements pour les services publics, la hausse du SMIC, un soutien aux collectivités locales, l'interdiction des licenciements boursiers...

La réduction de 50 milliards d'euros de dépenses publiques et la baisse des impôts et des cotisations sont incompatibles avec les efforts annoncés en faveur de la santé, de l'éducation et de la jeunesse.

Quant à la transition énergétique, il appartient, en effet, à la Gauche d'en relever le défi. Mais n'oublions pas l'essentiel : une réelle transition énergétique, très économe en carbone, suppose de réorienter profondément les critères de financement des investissements et de gestion des entreprises, en substituant aux critères de rentabilité des critères sociaux et environnementaux ainsi que de nouveaux droits et pouvoirs des salariés et des citoyens. Il suppose aussi la maîtrise démocratique des circuits de financement de l'économie.

Nous voyons ici combien il importe de redonner sens à un projet collectif capable d'offrir à notre jeunesse d'autres perspectives que l'austérité et le déclin.

Proposer un pacte républicain est le troisième enjeu. Notre société est, aujourd'hui, sous tension, en quête de sens et incertaine de ses valeurs communes.

Cette crise identitaire est d'abord une crise de l'égalité. Les inégalités sociales et territoriales continuent de structurer une société incapable de conjuguer le respect du singulier et la définition du commun. L'atomisation et le cloisonnement de la communauté nationale ont engendré une citoyenneté à plusieurs vitesses dont l'inégalité sociale – plus que l'hétérogénéité culturelle des populations – demeure la matrice.

Le sentiment d'injustice cultive les divisions et les antagonismes qui sapent toujours un peu plus le sentiment d'appartenance à une « communauté commune ».

Au dévoiement des valeurs républicaines, nous devons donc, plus que jamais, opposer les valeurs de solidarité, de démocratie et de cohésion sociale.

Dans ce combat, notre pays ne peut ni ne doit craindre ou mépriser l'immense apport humain et matériel que constitue la présence des immigrés en France. Il faut réaffirmer que l'immigration n'est pas un problème et refuser la ghettoïsation de la société, les processus de relégation sociale et territoriale, combattre l'obsession du refoulement des étrangers, rejeter la stigmatisation des personnes à raison de leur appartenances à des communautés particulières.

Il faut sortir des calculs à courtes vues dictant les postures politiciennes. L'enjeu n'est pas le score aux prochaines élections de telle ou telle formation politique ou de telle ou telle personnalité. L'enjeu c'est la France. L'enjeu c'est l'Europe. L'enjeu c'est leurs peuples. C'est pourquoi nous avons été, depuis le début de cette législature, porteurs de propositions ambitieuses. Et nous continuerons à travailler, avec tous ceux qui souhaitent, à la construction d'une vraie politique de gauche.

Monsieur le Premier ministre, nous regrettons que votre feuille de route s'inscrive dans la continuité des erreurs commises jusqu'alors. Augmentation de la fiscalité indirecte, flexibilisation du marché du travail, réduction à marche forcée des déficits publics, baisse massive des cotisations, ce ne sont pas là des solutions à la crise. Au contraire, ces mesures ne vont que l'entretenir et en aggraver les conséquences pour nos concitoyens.

En conséquence, et en toute logique, nous ne voterons pas la confiance à votre gouvernement. Ce que nous proposons à la majorité et à nos concitoyens qui voient s'accumuler les difficultés c'est la construction d'une alternative pour porter une véritable politique de transformation sociale.

DECLARATION COMMUNE des groupes CRC et GDR du Sénat et de l'Assemblée Nationale

REFORME DE LA FISCALITE : LES CADEAUX POUR LE PATRONAT, LA PILULE AMERE POUR LES SALARIES !

On allait voir ce qu'on allait voir !

Deux groupes de travail, mis en place par le Gouvernement, sur la « fiscalité des ménages » et la « fiscalité des entreprises », annoncés à grands coups de trompe en début d'année, viennent de rendre leurs rapports respectifs.

Les parlementaires des groupes CRC et GDR du Sénat et de l'Assemblée Nationale n'ont pas validé les conclusions et préconisations de ces rapports.

Qu'on en juge : le rapport sur la fiscalité des entreprises ne recommande aucune hausse de l'impôt sur les sociétés, au nom de la « compétitivité » des entreprises, alors même qu'entre 1996 et 2012, les dividendes versés sont passés de 65 à 230 milliards d'euros, produits de la productivité et des sacrifices imposés aux salariés !

20 % de la valeur ajoutée produite par le travail servent aujourd'hui à rémunérer le capital, une rente de plus en plus conséquente que les salarié(e)s paient en précarité renforcée, en horaires de travail atypiques, en conditions de travail dégradées, en plans sociaux à répétition, en blocage des salaires, en nonreconnaissance des qualifications !

Quant aux ménages, toujours plus mis à contribution (36 % des impôts et cotisations en 2012 contre 25 % en 1978), la seule mesure proposée par le rapport consiste à valider par avance la baisse des cotisations sociales au niveau du SMIC annoncée cette semaine par Manuel Valls.

Mais c'est un « cadeau empoisonné » de 500 euros par an. Il peut se traduire par des baisses de prestations dont l'allocation logement, le plafonnement de la taxe d'habitation. Les salariés vont le payer au travers du forfait hospitalier ou du remboursement de médicaments.

La baisse des cotisations sociales ne peut en rien remplacer une nécessaire hausse des salaires.

La baisse des dépenses publiques qui l'accompagne, c'est d'abord moins de service public, moins de prestations sociales, moins de redistribution. Ce sont encore les plus modestes qui en subiront les conséquences.

Il est plus que temps qu'une authentique réforme fiscale, s'attaque aux privilèges des plus grandes entreprises et des ménages les plus riches, assurant une efficacité économique et sociale, accompagnée de la démocratisation nécessaire de la Sécurité sociale.

C'est la seule voie acceptable pour sortir de la crise.

Paris, le 10 avril 2014

Pétitions en ligne

Libertés et service public en danger !

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

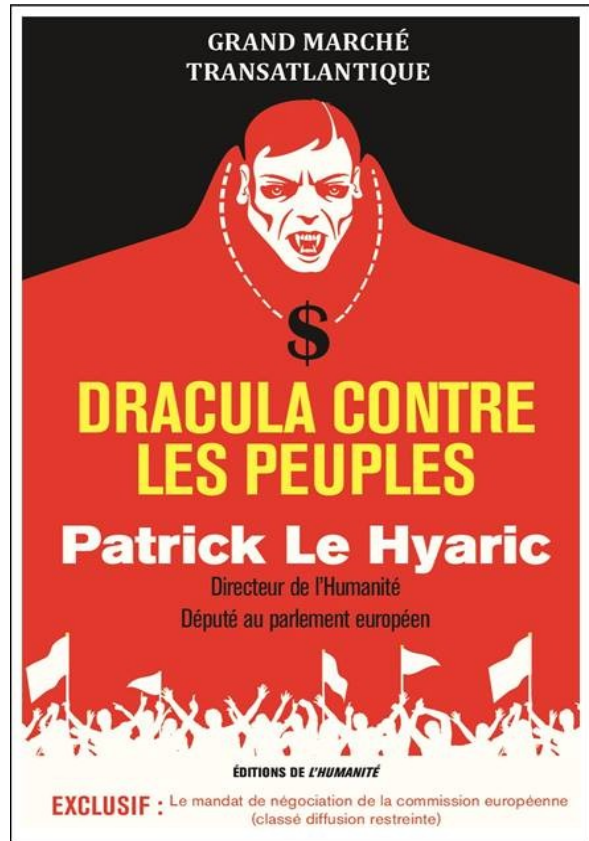
«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric «Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander vous pouvez téléphoner au 01.49.22.72.18



A voir sur l'internet

3 avril 2014 - Déclaration de presse de Pierre Laurent

<http://www.dailymotion.com/CN-PCF>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAJbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

